

## **Convention ADEME – Association des Voitures Ecologiques pour la promotion du disque vert**

### **Entre les soussignés**

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), ayant son siège social au 20 avenue du Grésillé BP90406 49004 Angers Cedex 01, représentée par Monsieur Bruno Lechevin en sa qualité de Président,

D'une part,

L'Association des Voitures Ecologiques, ayant son siège social au 10 rue de Sèze, 75009 Paris, représentée par Monsieur Marc Teyssier d'Orfeuil, Président délégué, disposant de la délégation de signature de Monsieur Bernard Darniche, Président,

D'autre part,

### **Il a été préalablement exposé que :**

Le secteur des transports représente 27% des émissions de gaz à effets de serre dont plus de la moitié est liée directement à l'automobile.

La détérioration de la qualité de l'air en agglomération, mesurée notamment par les concentrations de dioxydes d'azote et de particules fines PM10 et PM2,5 est selon Airparif majoritairement liée à l'automobile, pour 70% aux véhicules diesel

Aux vues de l'avis du CESE sur la transition énergétique des transports (juillet 2013), du rapport parlementaire de l'OPECST « Mobilité sereine et durable : concevoir et utiliser des véhicules écologiques » (janvier 2014), et de la Loi relative à la Transition Energétique promulguée le 17 août 2015, la France souhaite promouvoir dans les transports un mix énergétique plus équilibré, avec une plus grande place pour les véhicules électriques, hybrides, ou fonctionnant aux carburants alternatifs gazeux ou biocarburant d'origine renouvelable

Le disque vert, qui offre 2h de stationnement gratuit aux véhicules GPL, GNV, électriques, hybrides, flexfuel E85, microcitadines <3m, ou utilisés en autopartage dûment identifiés, a été adopté par 21 villes de toutes tendances en date de la signature de la présente convention, et offre un outil concret pour les maires qui souhaitent orienter leurs concitoyens vers une mobilité plus respectueuse de l'environnement et de la santé publique

La convention de mise en réseau signée par les maires permet une homogénéité du dispositif au niveau national, et par là-même, un contrôle strict des ayant droits.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE I : Objet**

L'ADEME apporte par la présente convention son soutien institutionnel au développement du disque vert en :

- Permettant l'utilisation du logo de l'ADEME sur chaque disque vert et pastille d'identification édités après délibération du conseil municipal dès lors que le maire paraphe ensuite la convention de mise en réseau annexée aux présentes ;
- Informant les délégations régionales de l'ADEME de l'existence du dispositif, et en leur transmettant un kit d'information à destination des collectivités territoriales intéressées ;
- Proposant la mise en place du disque vert aux collectivités intéressées par la mise en place d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt en cours, comme l'un des outils permettant de garantir la gratuité de stationnement pour les véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- L'interlocuteur désigné concernant l'animation de cette convention pour l'ADEME est Monsieur Johan Ransquin, Chef du pôle mobilité et transports, [joan.ransquin@ademe.fr](mailto:joan.ransquin@ademe.fr) 04 93 95 79 50

L'Association des Voitures Ecologiques poursuit la promotion du dispositif auprès des collectivités, et :

- Informe chaque trimestre l'ADEME de l'évolution du nombre de collectivités partenaires
- Promeut la présente convention au travers d'éditions, de courriers, de supports medias et internet, après avoir fait valider le contenu par l'ADEME
- Se tient à la disposition de l'ADEME pour venir présenter le dispositif aux interlocuteurs de l'ADEME qui en feraient la demande, notamment aux délégations régionales, et à répondre à leurs questions
- L'interlocuteur désigné concernant l'animation de cette convention pour l'Association des Voitures Ecologiques est Monsieur Guillaume Métivier, délégué collectivités, [guillaume.metivier@compublish.com](mailto:guillaume.metivier@compublish.com) 06 60 74 17 46.

### **ARTICLE II : Durée**

La présente convention est valable pour une durée de deux ans, et renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par courrier recommandé avec accusé de réception dans une durée d'au moins deux mois avant l'échéance de la présente convention.

### **ARTICLE III : Résiliation - Révision**

3.1. En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de la présente Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, huit (8) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.



3.2. La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

3.3. La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

#### **ARTICLE IV : Confidentialité et secret professionnel**

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre de l'offre, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

#### **ARTICLE V : Cession**

La convention est conclue en fonction des qualités des Parties. En conséquence et sauf accord préalable écrit de l'autre Partie, chacune des Parties s'interdit toute cession partielle ou totale à un tiers de ses droits et obligations au titre de la présente convention. La violation du présent article entraînera la résolution de plein droit, sans mise en demeure préalable.

#### **ARTICLE VI : Droit applicable – Attribution de compétence**

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

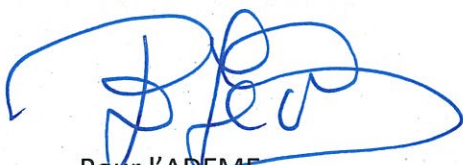
La présente Convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents.


La présente convention comporte trois (3) pages.

Fait en deux (2) exemplaires originaux.

A Paris, le 24/2/2016



Pour l'ADEME  
Bruno Lechevin  
Président



Pour l'Association des Voitures Ecologiques  
Marc Teyssier d'Orfeuil,  
Président délégué